



SEPANGUY
Société d'Etude, de Protection & d'Aménagement de la Nature en Guyane

Guyane Nature Environnement



Groupe d'Etude
et de Protection
des Oiseaux en Guyane



GREENPEACE



OCEANA

Protégeons les
Océans du Monde



Communiqué de presse

Jeudi 21 juin 2012

Forages en Guyane : Bricq bloque et Montbourg débloque... au fond

Après moult tergiversations la décision calamiteuse est tombée hier. Les autorisations pour la recherche d'hydrocarbures ultra profonds au large de la Guyane ont été délivrées. L'ensemble des ONG de protection de la nature et de l'environnement s'insurgent contre cette décision dangereuse. Cet arbitrage tombe alors même que simultanément la France se veut fer de lance à Rio dans le plaidoyer pour les océans et la gouvernance de la haute mer, de quoi douter de sa sincérité. Que s'est-il passé pour qu'en 8 jours à peine les autorités françaises passent d'une décision de suspension et de remise à plat de tous les permis à celles de délivrer les autorisations nécessaires à Shell ? La plus grande transparence doit être faite sur les raisons avancées pour justifier ce revirement.

La recherche d'hydrocarbure est invasive et potentiellement destructrice

Contrairement à ce que l'on voudrait nous laisser penser la recherche d'hydrocarbure est très invasive et potentiellement très préjudiciable à l'environnement. La recherche « sismique », avec des ondes acoustiques peuvent perturber et désorienter les mammifères marins, entre autres. La recherche par forage test avec injection de cocktails chimiques et tous les risques de fuite qui en découlent, surtout par plus de 2000 mètres de fond et 4000 mètres sous terre, est aussi dangereuse que l'exploitation commerciale. Nous ne sommes d'ores et déjà plus à l'abri d'une marée noire aux conséquences désastreuses. Tout se passe comme si le naufrage de la plateforme Deep Water Horizon n'avait jamais eu lieu. Rappelons que l'avis du CESE sur la « Gestion préventive des risques environnementaux : la sécurité des plateformes pétrolières en mer » de mars 2012 pointait les insuffisances du cadre réglementaire et des procédures d'autorisations.

La biodiversité, trésor de la Guyane, bradée...

La Guyane abrite 95% de la biodiversité terrestre française et est un sanctuaire pour les mammifères marins qui croisent au large de ses côtes, elle abrite une faune sous-marine exceptionnelle. Shell, qui se vante d'avoir concerté au-delà du

raisonnable, n'a pourtant rien prévu en cas de marée noire qui viendrait atteindre les côtes, et ce alors même qu'elles abritent la plus grande mangrove de France. La concertation sur les paramètres majeurs du projet de Shell a dû s'arrêter aux portes des ONG qui n'ont jamais été entendues !

Rio, changement climatique, pollution : le profit à court terme continue de dicter sa loi

Une fois de plus lorsqu'un arbitrage doit intervenir entre profit de court terme et protection de l'environnement c'est l'intérêt général, qui est sacrifié au profit de quelques actionnaires. Rien n'y fait, ni les grands engagements de Rio, où la France défend, sans rire, la gouvernance internationale des mers et un meilleur partage des ressources (sic !) ; ni même ceux pris il y a 20 ans pour la défense de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique.

Le fait que la ministre de l'Environnement perde son premier arbitrage est de très mauvais augures pour la future conférence environnementale, le débat sur la transition énergétique et la réforme du code minier.

En parallèle au moratoire sur les hydrocarbures non conventionnels, il faut développer des solutions alternatives

Les ONG demandent qu'un moratoire soit pris pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, à minima jusqu'à ce que le code minier ait été modernisé. La prise en compte de l'environnement ne doit pas être optionnelle, mais globale en s'intégrant à la "transition écologique" promue par la nouvelle équipe gouvernementale. Nous préférons l'économie verte à l'économie grise, il ne faudrait pas que pendant que Shell creuse on regarde ailleurs.

Quelles que soient les améliorations techniques que Shell peut promettre au gouvernement pour mieux protéger l'environnement, le dérèglement climatique nous interdit tout simplement d'extraire ces nouvelles ressources. La France doit s'engager dès à présent vers la transition énergétique : celle-ci ne peut pas seulement être présente dans le discours de campagne du candidat Hollande, mais désormais dans ses actes de président de la République.